

Afrique centrale : les crises s'accumulent et les libertés reculent

Derrière des avancées diplomatiques et institutionnelles du Tchad au Cameroun, en passant par le Gabon et la République du Congo, c'est un paysage de vulnérabilités qui se dessine. La guerre au Soudan constitue aujourd'hui le principal facteur de déstabilisation régionale. Une pression considérable pour l'un des États les plus pauvres au monde. À cette pression démographique s'ajoute une détérioration sécuritaire. Les incursions transfrontalières répétées et les frappes de drones visant des positions militaires tchadiennes font craindre un élargissement progressif du conflit soudanais à l'ensemble de la région. Plus à l'ouest, autour du lac Tchad, la violence a changé de visage sans pour autant disparaître. Au Tchad, les condamnations de figures de l'opposition ont ravivé les tensions politiques. Au Cameroun, la prolongation des mandats de responsables élus ainsi que certaines réformes institutionnelles sont contestées par l'opposition. Pris séparément, ces épisodes relèvent de dynamiques nationales distinctes. Ensemble, ils dessinent toutefois une tendance régionale : un rétrécissement progressif de l'espace politique à un moment où plusieurs États cherchent à consolider leur stabilité.

(Source : <https://news.un.org/fr/story/2026/06/1158961>)

Crises au Moyen-Orient et implications socio-économiques en Afrique centrale

Les tensions géopolitiques récentes au Moyen-Orient constituent un choc majeur pour l'économie mondiale, avec des répercussions immédiates sur les marchés énergétiques, commerciaux et financiers. Pour les économies d'Afrique centrale, ces évolutions ne sont pas périphériques ; elles touchent au cœur de leurs vulnérabilités structurelles. En effet, les pays de la CEMAC (Communauté Économique et Monétaire de l'Afrique Centrale) présentent une double dépendance critique aux hydrocarbures. D'une part, le pétrole représente plus de 60 % des exportations et plus de 50 % des recettes publiques dans plusieurs pays comme le Gabon, le Congo ou la Guinée équatoriale. D'autre part, malgré cette richesse en ressources, la sous-région dépend fortement des importations de produits pétroliers raffinés, exposant directement ses économies aux hausses de prix et aux perturbations des chaînes d'approvisionnement. Cette configuration paradoxale amplifie les effets des chocs externes : pression inflationniste, détérioration des balances courantes, volatilité budgétaire et risques accrus sur la stabilité macroéconomique.

(Source : <https://www.uneca.org/eca-events/fr/crise-au-moyen-orient-et-implications-socio-economiques-en-afrique-centrale-renforcer-la-resilience>)

Afrique centrale : la bombe alimentaire à retardement

L'Afrique centrale entre progressivement dans une zone de turbulence alimentaire où se croisent dépendance extérieure, fragilité économique et instabilité géopolitique. Longtemps considérée comme une problématique sociale ou agricole, la sécurité alimentaire s'impose désormais comme un enjeu stratégique majeur, au même titre que l'énergie ou la défense. La sous-région dispose pourtant d'atouts considérables : abondance foncière, ressources hydriques importantes, diversité climatique favorable et potentiel agricole encore largement inexploité. Mais ces avantages naturels coexistent avec une dépendance persistante aux importations alimentaires, notamment pour les céréales, les huiles, les produits transformés et certains intrants essentiels. Le problème est également financier. Les financements bancaires dirigés vers l'agriculture restent marginaux, représentant une part limitée des crédits accordés aux économies nationales. Dans une région marquée par l'insécurité autour du bassin du lac Tchad, les fragilités persistantes en République centrafricaine, la piraterie maritime dans le golfe de Guinée et les déplacements de populations, les crises alimentaires agissent comme des accélérateurs d'instabilité.

(Source : <https://www.adiac-congo.com/content/afrique-centrale-la-bombe-alimentaire-retardement-170293>)

Ebola en Afrique centrale : pourquoi les autorités américaines redoutent une crise très meurtrière ?

Sur le terrain, environ 400 cas confirmés et 63 décès ont été recensés, surtout dans la province de l'Ituri, en RDC et dans l'ouest de l'Ouganda. Le directeur de l'Organisation mondiale de la Santé, Tedros Adhanom GHEBREYESUS, parle d'une situation « *extrêmement grave et difficile* » à gérer, avec « *plus de 900 cas suspects et 220 décès suspects* » déjà signalés. Cette maladie, à virus Ebola, provoque une fièvre hémorragique sévère, avec un taux de létalité moyen autour de 50 %, qui peut grimper jusqu'à 90 % selon les foyers. Selon les Centers for Disease Control and Prevention américains, les scénarios obtenus par modélisation vont d'environ 10 000 à plus de 20 000 cas dans les prochains mois. Sur place, la lutte contre Ebola se déroule dans une zone en guerre. Dans l'est de la RDC, les combats entre l'armée et le groupe rebelle M23, ainsi que d'autres milices, déplacent des milliers de familles. *Africa Centres for Disease Control and Prevention* parle déjà d'urgence de sécurité sanitaire continentale.

(Source : <https://homeophyto.topsante.com/maladies-infectieuse/ebola-en-afrique-centrale-pourquoi-les-autorites-americaines-redoutent-une-crise-aussi-meurtriere-que-2014-65451.html>)

Le Conseil de sécurité de l'ONU se réunit sur le sujet de l'Afrique centrale

Selon l'ONU, le principal bon point en Afrique centrale est que la Communauté Économique des États d'Afrique Centrale (CEEAC) se montre prometteuse pour le maintien de la paix dans la sous-région. Martha Pobe, la sous-secrétaire générale pour l'Afrique, salue, notamment son ambitieux plan stratégique sur les drogues pour les cinq années à venir et la France a souligné la coopération en matière de climat, même s'il faut encore mettre en œuvre des mécanismes d'alerte et de résilience communautaire. En revanche, l'ONU continue à mettre en garde sur la situation dans les Grands Lacs, à l'est et au nord du Tchad, des régions qui subissent de plein fouet l'impact du conflit soudanais. L'organisation regrette le rétrécissement des droits politiques au Cameroun, au Gabon et en RDC également. Enfin, bien sûr, l'épidémie d'Ebola en RDC reste l'une des préoccupations majeures de l'ONU.

(Source : <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20260610-le-conseil-de-s%C3%A9curit%C3%A9-de-l-onu-se-r%C3%A9unit-sur-le-sujet-de-l-afrique-centrale>)

Nb: le contenu des articles n'engage que leurs auteurs.